LIBERATION 25/05/22

Education

Dédoublement des classes: vices de réforme

Manque d'espace, vivier de remplaçants ponctionné... Etendard de la politique sociale d'Emmanuel Macron, la mesure n'est pas vécue de la même façon suivant les écoles. Les résultats, eux, sont jugés insuffisants par le Sénat au vu de l'enveloppe consacrée.



A Nogent-sur-Oise, en avril 2021. (Delphine Lefebvre/Hans Lucas)

par Elsa Maudet

publié le 24 mai 2022 à 19h20

Emmanuel Macron n'est pas de droite. La preuve ? Il a allégé les effectifs de certaines classes dans les quartiers où sont scolarisés les élèves les plus en difficulté. C'est en tout cas l'argument inlassablement brandi par ses soutiens dès lors que l'on reproche au Président de ne donner qu'aux riches. Le dédoublement des classes de grande section, CP et CE1 en REP et REP+ — dits réseaux d'éducation prioritaire — fut un marqueur fort de son premier quinquennat en matière d'éducation, sur lequel le chef de l'Etat entend capitaliser : il prévoit d'étendre le dispositif jusqu'au CM2 dans ces établissements et aux classes de sixième et de seconde «partout où c'est nécessaire». Sollicité par Libération, le ministère de l'Education nationale n'était pas encore en mesure de nous apporter des précisions quant à ce déploiement, le nouveau ministre venant tout juste d'être nommé.

«Ce n'est pas forcément pertinent de le faire sur tous les niveaux parce que là où ça marche le mieux, c'est quand les élèves sont jeunes : CP, CE1, CE2. Un peu moins en CM1 et CM2, moins encore au collège et plus du tout au lycée», recadre Pascal Bressoux, professeur en sciences de l'éducation à l'université Grenoble-Alpes. Sans compter que le dispositif, s'il présente certains atouts, ne fait pas l'unanimité.

Diviser une classe en deux implique d'avoir deux professeurs au lieu d'un, deux salles au lieu d'une. Ceci multiplié par le nombre de classes dédoublées au sein d'une école – tous les CP et CE1 de l'éducation prioritaire le sont, ainsi que 90% des grandes sections en REP+ et 50% en REP. Or souvent, la place est insuffisante. Ainsi, dans nombre d'écoles, la bibliothèque a disparu, afin de pouvoir y installer une nouvelle classe. «Ça manque, dans un quartier très défavorisé où les élèves n'ont pas de livres. On avait un système de prêt, un bel espace avec des fauteuils, c'était un moment suspendu. Maintenant, ça se retrouve dans un petit coin», regrette Sophie Despax, qui enseigne en CP dédoublé en REP+ à Toulouse (Haute-Garonne).

Accepter de ne plus être seul maître à bord

Des salles informatiques, d'art ou dédiées aux réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) sont parfois récupérées pour y installer une nouvelle classe à effectifs réduits. Des constructions préfabriquées sont installées dans la cour, quand il ne s'agit pas d'une cloison au milieu d'une salle. «Ça se fait au détriment de la vie générale de l'école», déplore Haydée Leblanc, élue dans la Somme du SnuiPP-FSU, le principal syndicat du primaire.

Et alors que l'intérêt du dispositif était d'avoir de petits effectifs – on compte 12,5 élèves en moyenne en CP et CE1 dédoublés –, faute d'espace, des enseignants réunissent leurs classes dans une même salle et font du coenseignement – ils étaient 9% en CE1, en 2018-2019. Les enfants se retrouvent alors de nouveau à 22 ou 24, avec deux maîtresses et éventuellement les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH). Ça commence à faire du monde. Sans compter que faire classe à deux n'est pas toujours aisé. Il faut s'entendre sur la pédagogie, les manuels, l'organisation... Accepter de ne plus être seul maître à bord.

L'an passé, Valérie, enseignante en CP dédoublé dans le Val-de-Marne, a pratiqué le coenseignement avec une collègue et amie. Mais le tempérament volcanique de la première et le calme de la seconde ont eu du mal à s'accorder. La salle, elle, était trop petite. Valérie était soulagée de revenir à une classe seule, cette année. Mais «c'est un CP dédoublé bâtard. On n'est pas 12, on est 16, quand on n'est pas 17. Parce qu'on n'a pas les locaux, mais on a les élèves», grince-t-elle.

Un climat de classe plus agréable

A l'inverse, quand les planètes sont alignées, les profs sont aux anges. A Sarcelles (Val-d'Oise), Emilie a pu conserver la salle qu'elle occupait lorsqu'elle avait 26 élèves de grande section ; ils sont désormais 10. Comme elle, nombre d'enseignants bien lotis en profitent pour aménager différents coins : cuisine, arts, bibliothèque... Quant au coenseignement, il est parfois choisi alors que les conditions matérielles ne l'imposent pas. C'est le cas de Cordélia (1) et de son CE1 dédoublé en REP+ à Montpellier.

La première année, elle a dû partager l'espace avec une collègue. «On devait courir après les salles libres pour pouvoir se dédoubler», se souvient-elle. L'année suivante, une classe a fermé dans l'école. Une salle s'est donc libérée. «Mais on avait tellement adoré travailler ensemble qu'on a décidé de continuer de la même façon», poursuit Cordélia. Avec, cette fois, le luxe d'avoir deux salles. Les 24 bureaux sont réunis dans la même et tous les élèves s'y installent chaque début et chaque fin de journée. Entre les deux, les enseignantes font des groupes «en fonction des besoins» des enfants.

Quelles que soient les façons de s'organiser – et elles sont nombreuses –, les professeurs pointent dans leur majorité un climat de classe plus agréable. Moins de bruit, plus de temps à accorder à chacun et donc une adaptation au plus près des besoins individuels. «Ça change fondamentalement tout, parce qu'en REP et REP+, la difficulté, c'est le langage et ça se répercute sur tous les

enseignements. A 24-25, on n'a pas assez de temps, estime Séverine Plagnet, à Lille. Chez des élèves de grande section en REP+, j'ai la moitié de l'effectif qui commence à lire et à écrire des mots simples, c'est une révolution.»

«On ne peut pas résoudre tous les problèmes de la société»

Sophie Despax parle d'une «vigilance particulière à ce que chacun s'exprime beaucoup dans la journée» : «Je suis absolument persuadée d'emmener les élèves beaucoup plus loin que si la classe n'avait pas été dédoublée. C'est la première année qu'on n'a pas d'enfants non lecteurs en CM2 et c'étaient les premiers qui ont eu une classe dédoublée. Je ne crois pas que le dispositif permette de rattraper le niveau des élèves de milieu favorisé, mais ça les aide.» Là était pourtant l'objectif du dédoublement.

«Mon enfant de 3 ans a plus de vocabulaire que certains de mes élèves. Ils n'entendent le français qu'à l'école et on a beaucoup d'absentéisme. On n'est pas magiciens. On prend nos rames», lâche Anaïs (1), qui compte beaucoup d'élèves allophones, c'est-à-dire dont le français n'est pas la langue maternelle, dans son CE1 dédoublé de REP+ à côté de Saint-Etienne. Si elle considère que le dédoublement est «un super dispositif», elle juge qu'il y a un «enfumage communicationnel» autour de ça : «C'est une fumisterie. On n'a pas 100% de réussite en CP. On ne peut pas résoudre tous les problèmes de la société à l'école.»

En automne 2021, la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), le service statistique de l'Education nationale, <u>a publié un rapport d'évaluation de la réforme</u>. Duquel il ressort que les élèves de classes dédoublées en REP+ progressent en CP et que ces progrès se maintiennent en CE1, mais «sans effet supplémentaire». Les résultats s'améliorent un peu en mathématiques, mais pas en français. Et dans l'ensemble, les enfants conservent un niveau inférieur à celui des enfants scolarisés hors éducation prioritaire. «On pourrait peut-être s'attendre à des effets un peu plus forts, néanmoins on n'est pas si loin que ça des standards internationaux», défend Pascal Bressoux, qui a participé à l'évaluation du dispositif avec la Depp, tout en concédant s'être attendu à «un petit peu plus» d'améliorations. «Le CE1 n'a pas ajouté d'effet positif, mais il a probablement contribué à maintenir ce gain que les élèves ont eu au CP. Plus vous restez longtemps dans une classe réduite, plus vous avez de chances que l'effet se maintienne dans le temps», indique le chercheur.

Puiser dans le vivier de remplaçants

Dans un rapport remis en février, le Sénat parle de «premiers résultats mitigés au regard des moyens importants consacrés», précisant que «le dédoublement de ces classes a un coût en ETP [équivalents temps plein, ndlr] important», évalué à 16 686 postes. «Le budget conséquent n'a pas permis une inversion franche des difficultés scolaires rencontrées par les élèves de REP et REP+», considère la chambre haute. Hors éducation prioritaire, les effectifs de grande section, CP et CE1 sont censés être plafonnés à 24 élèves — c'était effectif à la rentrée dernière pour 86% des classes concernées —, ce qui nécessite là aussi des effectifs supplémentaires. Entre le dédoublement et le plafonnement, le Sénat évalue les besoins à 19 300 postes.

«Mettre l'accent sur le dédoublement a empêché de mettre des moyens sur les remplacements ou les enseignants spécialisés», observe Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa. Il a en effet fallu puiser dans le vivier de remplaçants pour occuper les postes et des dispositifs tels que «Plus de maîtres que de classes» ou les Rased, qui permettent aux élèves en grande difficulté de travailler en petit groupe sur leurs points faibles, sont en voie de disparition. «Je m'interroge sur tout ce que ça représente en termes d'investissement et les résultats que ça peut avoir. Avant cette mesure, le seuil

pour ouvrir une classe était de 21 élèves en moyenne. Maintenant, en moyenne sur le CE2, le CM1, le CM2, on est à 24 ou 25, constate Sophie Despax dans son établissement. C'est bien pour les enfants des classes dédoublées, mais j'aurais trouvé ça plus juste de baisser les effectifs de tous les niveaux.»

Effet de bord

La plupart des enseignants interrogés notent par ailleurs un effet de bord. «Les élèves sont beaucoup moins autonomes parce que je suis trop là. Quand on était deux enseignantes à 22, il n'y avait plus d'autonomie du tout. Quand une ne répondait pas, ils allaient voir l'autre. Et une fois en CE2, ils n'essayent pas de comprendre seuls une consigne», regrette Valérie. «Dans les travaux internationaux, on n'a jamais montré que la réduction de la taille des classes avait des effets monstrueux. Simplement, parmi toutes les variables de contexte sur lesquelles on peut agir, c'est probablement celle qui a l'effet le plus fort et le plus direct», analyse Pascal Bressoux.

Dans le Val-de-Marne, Juliette a hérité d'un CE1 dédoublé en REP cette année. Pour sa première année en tant que titulaire. «Je ne suis pas du tout formée, c'est très difficile quand on débute. C'est tellement chronophage de préparer la classe — il y a beaucoup de réunions, de formations — que je n'ai le temps de faire que des méthodes traditionnelles, pas d'exploiter tout le potentiel du dispositif, déplore-t-elle. C'est dommage pour les élèves que des débutantes se retrouvent dessus.»

(1) Le prénom a été changé.